

VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille sept, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
29 Octobre 2007, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	27
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	19
Quorum	:	14

Date de convocation et d'affichage	:	23 Octobre 2007
Date d'affichage du compte-rendu	:	31 Octobre 2007

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD (à partir de la question n° 07-128), Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoints, Mmes Martine CHEVALIER, Marie-Thérèse FERRAND (sauf pour la question n° 07-152), Mme Yolande GIROUX, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS.

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. Claude BIEDERMANN, M. Jean DENOUAL, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Michel COQUELIN

Absents non excusés : M. Marcel FOUQUET, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : Mme HUET à Mme GINGAT ; M. BIEDERMANN à Mme CITRE ; M. DENOUAL à M. LEGRAND ; Mme GAUCHER à Mme DAUCE ; M. COQUELIN à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. François LARCHER, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 07-124) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 07-125) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
 - 07-126) Transfert des zones d'activités économiques communales : définition des modalités de transfert des biens
 - 07-127) Terrain d'honneur - Désordres – Requête en référé-expertise
 - 07-128) Ecoles publiques – Convention sur la participation des communes sans écoles
 - 07-129) Lotissement La Croix Briand – Accès RD n° 794 – Convention Acanthe
 - 07-130) Réalisation de 6 logements locatifs sociaux à la Croix Briand 2 – Convention tripartite
 - 07-131) Ouverture d'enquêtes conjointes sur le captage d'eau de la Gentièrre
 - 07-132) Tableau des effectifs - Création de postes
 - 07-133) Souscription à un emprunt de 1 000 000 €
 - 07-134) Approvisionnement en denrées alimentaires - Information
 - 07-135) Subvention complémentaire – Caisse des Ecoles
 - 07-136) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2008
 - 07-137) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2008
 - 07-138) Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
 - 07-139) Restauration scolaire – Avenant (régularisation)
 - 07-140) Restauration scolaire – Prolongation des délais de travaux
 - 07-141) Travaux centre-ville 3^e tranche – Prolongation de travaux
 - 07-142) Restructuration des réseaux du centre-ville 3^e tranche – Avenant
 - 07-143) Lotissement Victor Hugo - Avenant
 - 07-144) Remboursement d'assurances – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame
 - 07-145) Demande d'aide Leader+ pour l'ouverture du C.L.S.H. les mercredis
 - 07-146) Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Hailand »
 - 07-147) Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
 - 07-148) Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Tranmel »
 - 07-149) Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
 - 07-150) Débroussaillage des talus et fossés – Programme 2007
 - 07-151) Modernisation du parc Matériel des services techniques – Encadrement ateliers
 - 07-152) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC DE LA COUR »
 - 07-153) Subvention supplémentaire – Association « Moby Dick »
 - 07-154) Concours des Maisons Fleuries – Attribution de prix
 - 07-155) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 07-156) Questions orales
-

07-124) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. François LARCHER, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 24 Septembre 2007, est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

07-125) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par délibération n° 57.2006 du 11 mai 2006, le conseil communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes définissant l'intérêt communautaire. Cette modification des statuts a été validée par arrêté préfectoral du 25 octobre 2006.

Suite à ce dernier arrêté, il est nécessaire de procéder à une nouvelle modification des statuts compte tenu des 2 paramètres suivants :

1. Observations de Monsieur le Préfet par rapport aux statuts validés par arrêté préfectoral du 25 octobre 2006 ;
2. Evolutions réglementaires survenues depuis cette date et autres sources de modification

A ce titre, M. LE BESCO propose de modifier les statuts de la Communauté de Communes en son article.4 dans les termes suivants :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A/ Dans le cadre de la création, l'extension, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction d'aménagement à travers une procédure de lotissement.

Pour le remplacer par :

Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction à travers une procédure d'aménagement en application du nouveau code de l'urbanisme.

B/ En application de la jurisprudence n°98LY02020 de la Cour administrative d'appel de Lyon du 27 juillet 2004, il est proposé de supprimer la compétence suivante :

Maintien du dernier commerce dans les communes lorsque l'initiative privée fait défaut par la création, la réhabilitation dans les domaines d'activités suivants : boulangerie ou épicerie ou boucherie ou débit de boissons

VOIRIE

Dans le cadre de la création ou l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

La voirie nécessaire à la desserte des équipements communautaires et des ZAC communautaires à partir des voies structurantes existantes (voirie nationale, départementale ou communale)

Pour le remplacer par :

La voirie nécessaire à l'accès principal des équipements communautaires et des ZAC communautaires à partir des voies structurantes existantes (voirie nationale, départementale ou communale)

LOGEMENT - HABITAT

Dans le cadre de l'intérêt communautaire en matière de logement, il est proposé de supprimer :

L'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme Local de l'Habitat

Pour le remplacer par :

L'élaboration d'une procédure de Programme Local de l'Habitat

EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS ET EDUCATIFS

A/ Dans le cadre de la construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs, culturels et éducatif et des équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

Les équipements sportifs à vocation unique, soient spécialisés dans une seule discipline, structurant et rayonnant sur le territoire communautaire

Pour le remplacer par :

Les équipements sportifs à vocation unique, à savoir spécialisés dans une seule discipline sportive.

B/ Il est proposé de supprimer :

Les équipements culturels et éducatifs nouveaux à vocation unique, soient spécialisés dans une seule discipline structurant et rayonnant sur le territoire communautaire. Sont exclues les salles polyvalentes

Pour le remplacer par :

Les équipements culturels et éducatifs nouveaux qui n'ont pas d'équivalent existant au sein du périmètre de la Communauté de Communes. Ces équipements devront générer une fréquentation intercommunale

C/ Il est proposé de supprimer :

Adhésion au Syndicat Intercommunautaire de Musique et au Syndicat Mixte du lycée à Combourg

Pour le remplacer par :

Adhésion au Syndicat Intercommunautaire de Musique et au Syndicat Mixte du lycée à Combourg et au Syndicat Mixte MEGALIS pour tout ce qui figure dans l'objet du syndicat.

ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de la compétence en Environnement, il est proposé de compléter l'intérêt communautaire comme suit :

- **Mise en œuvre d'une politique de valorisation des haies bocagères**
- **Construction, aménagement, entretien et gestion d'un Centre Environnement et Energies**

Dans le cadre de la gestion d'un service public d'assainissement non collectif, il est proposé de supprimer :

Réhabilitation des installations

Pour le remplacer par :

Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur délégation des usagers

TRANSPORT

Dans le cadre de l'intervention de la Communauté de Communes en matière de transport, il est proposé de supprimer :

L'intervention de la Communauté de Communes se limite à l'organisation des transports intracommunautaires sur délégation du Conseil Général et dans les conditions fixées par celui – ci

Pour le remplacer par :

L'intervention de la Communauté de Communes se limite, sur délégation du Conseil Général, à la mise en place de lignes internes au territoire et à l'organisation d'un dispositif de transport à la demande.

DELIBERATION

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu les articles L.5211-18, L.5214-16 et L.5214-23-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°102.2007 du conseil communautaire en séance du 27 septembre 2007 ;

DECIDE

D'APPROUVER la modification des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique en son article.4 tel que décrit ci -dessus.

07-126) TRANSFERT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES COMMUNALES : DEFINITION DES MODALITES DE TRANSFERT DES BIENS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par délibération n°93.2006 du 20 octobre 2006, le conseil communautaire a modifié les statuts de la Communauté de Communes en son article 4-2 « Développement économique » en supprimant le point suivant :

« Relèvent de l'intérêt communautaire toutes les zones d'activité existantes et futures à l'exception des zones d'activité touristique de moins de 50 hectares »

Pour le remplacer par :

« Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction d'aménagement à travers une procédure de lotissement. »

Cette modification statutaire est en cours de validation auprès des 24 communes membres de la Communauté de Communes.

Après validation de cette modification par arrêté préfectoral, il sera nécessaire de procéder au transfert des zones d'activités économiques communales qui répondent au nouvel intérêt communautaire défini ci-dessus.

Il s'agira alors de procéder au transfert des ZAE des communes de Combours (ZA de Melesse), Québriac (ZA de Rolin), Saint Domineuc (ZA du Bois du Breuil) et de Tinténac (ZA de La Morandais).

La commission Economie a été saisie par le bureau pour établir le projet de transfert de ces zones en tenant compte de l'ensemble des intérêts communaux et communautaire. Lors de sa dernière réunion, le 4 septembre 2007, la commission économie a rendu son rapport sur les conditions de transfert de ses ZAE.

A ce titre, le conseil communautaire a décidé en séance du 27 septembre 2007 de valider les conditions de transfert de propriété des zones d'activités économiques communales conformément aux principes visés ci – dessous et selon les modalités d'application présentées dans le rapport annexé à la présente.

1 Transfert en pleine propriété de l'ensemble des biens des ZA communales :

- Biens du domaine privé (ex : terrains restant à commercialiser)
- Biens du domaine public (ex : voirie, éclairage, espaces verts,...) *depuis l'évolution du code de la propriété en juillet 2006*
 - Désormais, les articles L.3112-1 et 2 du nouveau code autorise le transfert en pleine propriété entre personnes publiques dès que le bien cédé reste dans la domanialité publique.
 - En d'autres termes, le nouveau code autorise la cession amiable, sans déclassement préalable, des biens du domaine public entre collectivités, dès lors que ces biens sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et qui, de ce fait, appartiendront à cette dernière.

2 Biens du domaine public : valeur vénale 1 € (*prise en compte de ces biens dans le calcul du prix de vente déterminé par la commune (avis confirmé le 13/08/07 par le service des domaines)*)

3 Sollicitation de l'avis des domaines

4 Les zones d'activités économiques d'intérêt communautaire, qui sont entièrement commercialisées, sont cédées à l'euro symbolique à la Communauté de Communes

5 Principe adopté par la commission Economie : Evaluation au coût réel

- Dans ce cas, le prix de vente est égal à la somme des dépenses engagées par la commune (coût d'acquisition des terrains, frais de viabilisation, coût de construction des vrd,...), desquelles on déduit les recettes perçues (subventions, produits des ventes de terrains,...)
- Cette méthode permet d'évaluer avec précision la charge nette supportée par la commune à la date de la cession. Elle permet, de plus, de faire apparaître clairement le bilan de l'opération, bénéficiaire ou déficitaire au moment du transfert. La valorisation du prix de cession, à partir de cette méthode, se traduit par un transfert du déficit ou du bénéfice de l'opération à la Communauté de Communes. L'opération est neutre pour la commune.

Aussi, afin de valider les modalités de transfert des biens des zones d'activités économiques communales, il est nécessaire que les conseils municipaux des communes membres délibèrent en ce sens à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5 du CGCT, et ce, au plus tard avant le 15 Novembre 2007.

DELIBERATION

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » et en particulier en son article 5.2.1.1.2 ;

Vu les dispositions de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales ;

Sous réserve de l'arrêté préfectoral validant la modification statutaire inscrite par délibération n°93.2006 du conseil communautaire ;

DECIDE

de VALIDER les modalités de transfert des biens des zones d'activités économiques communales conformément aux principes visés ci – dessous et selon les modalités d'application présentées dans le rapport annexé à la présente.

07-127) TERRAIN D'HONNEUR - DESORDRES – REQUETE EN REFERE-EXPERTISE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la construction du terrain d'honneur, des désordres ont été constatés lors de la visite préalable à la réception de l'ouvrage et, de ce fait, empêchent sa réception définitive et sa mise en service. Un défaut de planéité a en effet été constaté, se traduisant par des affaissements de gazon sur plusieurs endroits, tant sur la longueur que sur la largeur et, notamment, des affaissements parallèles aux drains ainsi que sur deux parties perpendiculaires à ces derniers.

La Municipalité a donc pris l'attache de l'Avocat de la Ville. Il s'avère qu'une requête en référé-expertise est souhaitable pour solutionner ce dossier.

Aussi, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à ester en justice dans le cadre de ce contentieux.

- de désigner Maître Jean-Paul MARTIN, Avocat à RENNES pour assister la Ville dans cette affaire.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

07-128) ECOLES PUBLIQUES – CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DES COMMUNES SANS ECOLES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Loi du 22 juillet 1983 modifiée et notamment son article 23, prévoit les modalités de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques.

Il propose au Conseil Municipal un projet de convention entre la Commune de Combourg et les communes qui ne disposent plus d'écoles publiques afin d'établir les modalités de répartition des charges de fonctionnement des écoles maternelle et élémentaire de Combourg.

La convention indique les modalités de calcul du coût de revient d'un élève et le pourcentage du coût de revient correspondant à la participation des communes sans écoles. Par la délibération n° 97-11, le Conseil Municipal avait fixé la participation des communes concernées à 30 % du coût de revient, pourcentage qui avait été revu à la hausse sur plusieurs années pour arriver à 50 % depuis l'année scolaire 2002/2003.

Il a été convenu, lors d'une réunion qui a eu lieu le 2 octobre dernier avec les Maires des communes sans écoles publiques, de porter la participation à 65 % du coût de revient pour l'année 2007-2008 et à 80 % pour l'année 2008-2009.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le maire à signer la convention à intervenir.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et une abstention, DONNE SON ACCORD à la convention proposée et AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

07-129) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND – ACCES RD 794 – CONVENTION ACANTHE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que :

- par délibération en date du 13 Mars 2006, les projets des lotissements La Croix Briand 1 et 2 ont été approuvés,

- par délibération en date du 14 Décembre 2006, Monsieur Le Maire a été autorisé à signer le projet de convention entre le Conseil Général et la Commune de Combours,
- par délibération en date du 10 Avril 2007, Monsieur Le Maire a été autorisé à signer le projet de convention modifié du Conseil Général.

Il convient pour la compréhension du dossier de rappeler succinctement les grandes étapes de ce projet et la situation actuelle :

- La société Acanthe a déposé en 2006, 2 permis de lotir s'inscrivant dans une opération d'ensemble visant à urbaniser l'ensemble des terrains situés entre la gare, l'Avenue de la Libération et la RD 794 dite route de Vitré.
- Afin de sécuriser l'accès de ce futur quartier, il a été décidé la réalisation un giratoire sur la RD 794.
- Ce giratoire s'inscrit en partie sur des emprises privées et en partie sur l'emprise publique de la RD 794.
- La Maîtrise d'ouvrage de la partie publique incombe à la commune de Combours sous contrôle technique du Conseil Général.
- La commune de Combours devra assurer la totalité du financement des travaux de la partie publique.
- Monsieur Le Maire est autorisé à engager la réalisation des travaux de voirie et de réseaux du giratoire dont le coût total estimé s'élève à 58200 € HT, soit 69 607.20 € TTC.
- La part du coût de la voie et des réseaux mis à la charge des propriétaires fonciers est fixée à 52380 €HT, soit 62 646.48 € TTC.

Fort de ce constat, il convient maintenant de régir conventionnellement, entre le Lotisseur Acanthe et la commune de Combours, les points suivants :

- L'emprise foncière de l'opération
- La délégation de Maîtrise d'Ouvrage
- L'engagement financier du Lotisseur.
- L'engagement financier de la commune
- Les modalités de réception de l'ouvrage.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. Le Maire à signer cette convention avec la société Acanthe.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DONNE SON ACCORD** à la convention proposée et **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.

07-130) REALISATION DE 6 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A LA CROIX BRIAND 2 – CONVENTION TRIPARTITE.

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 13 mars 2006, il a été décidé d'approuver le lotissement de la Croix Briand 2 comportant 27 lots à usage d'habitation individuelle et un lot d'une superficie d'environ 2098 m² destiné à recevoir des pavillons locatifs.

Il a été convenu avec le lotisseur Acanthe, de réserver le lot à vocation locative pour un projet de construction en lien avec un opérateur HLM.

A cet effet, La SA HLM la Rance a été contactée et propose un projet de convention entre la Société « ACANTHE, la Commune de Combourg et la SA HLM « La RANCE », pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux .

Il appartient à la société La Rance de :

- solliciter pour la création de locatifs HLM, les aides suivantes auprès :
 - du Conseil Général dans le cadre du développement du parc locatif social public
 - de la communauté des communes – Pays de la Bretagne Romantique

Conformément aux demandes actuelles, il est envisagé la réalisation de 3 logements de type III et 3 logements de type IV.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention de réalisation de 6 logements locatifs sociaux avec la SA HLM « La Rance » et la Société ACANTHE, définissant les obligations et engagements des 3 partenaires.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DONNE SON ACCORD à la convention proposée et AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

07-131) OUVERTURE D'ENQUETES CONJOINTES CAPTAGE D'EAU DE LA GENTIERE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-69 en date du 15 mai 2007, il a été décidé de valider le dossier de protection du captage de la Gentièrre, de demander son dépôt en enquête d'utilité publique et d'autoriser Le Maire à signer toutes les pièces liées à l'enquête d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral en date du 17 septembre 2007, il a été prescrit l'ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement relatives à la protection du captage de la Gentièrre du lundi 8 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.

Les services de la Mairie ont effectué un affichage de l'avis d'ouverture d'enquête à la mairie de Combourg en date du 21 septembre 2007 et sur les lieux de l'enquête au niveau des voies de circulation desservant les lieux-dits « La Gentière », « La Haie », « La Cabouchère » et « Couret » en date du 26 septembre 2007.

Les insertions réglementaires dans les journaux « Ouest-France » et « 7 jours – Les Petites Affiches de Bretagne » ont été effectuées par les services de la Préfecture.

Les propriétaires ont été avisés par courrier de l'ouverture de l'enquête par les services du SPIR (Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance) de St Domineuc.

En application de l'article R.214-8 du code de l'environnement, le Conseil Municipal est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête, les avis doivent être exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission « Environnement et Cadre de Vie » s'est réunie le Jeudi 25 Octobre 2007, à 14h30.

L'enquête concernant l'autorisation de prélèvement d'eau à usage de consommation humaine n'a fait l'objet d'aucune remarque.

L'enquête concernant la mise en place des périmètres de captage d'eau de la Gentière, a fait l'objet de trois remarques de la part de la commission :

- En ce qui concerne l'assainissement individuel, il a été constaté que les normes de rejet au milieu naturel ne sont pas plus restrictives pour les parcelles inscrites dans les périmètres. En revanche, il semble judicieux d'inciter et de favoriser la mise aux normes rapides des assainissements concernés par différentes actions publiques :
 - Déblocage de fonds de la part de l'agence de l'eau.
 - Inscription prioritaire au niveau du SPANC etc....
- Du point de vue agricole, et afin de ne pas léser de manière supplémentaire les exploitations concernées par la mise en place des périmètres, il convient de favoriser les différents regroupements de parcelles afin d'optimiser, dans le respect des normes appliquées, la gestion des terres.
- Au niveau fiscal, il convient également de minorer les taxes foncières pour tenir compte des nouvelles servitudes liées aux parcelles concernées par les périmètres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

En application du décret R.214-8,

Donne un avis favorable sur la demande d'autorisation afférente au prélèvement d'eau potable destinée à la consommation humaine

et

Compte tenu du projet de transfert des ouvrages de production de la Gentière, demande au SPIR de mettre en œuvre les différentes actions préconisées par la Commission « Environnement et Cadre de Vie », énoncées ci-dessus.

07-132) TABLEAU DES EFFECTIFS - CREATION DE POSTES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO indique au Conseil Municipal qu'afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées avec effet :

Au 1^{er} Janvier 2007

- Suppression de postes :

1 poste à temps complet d'Adjoint technique territorial de première classe

1 poste à temps complet d'Agent territorial spécialisé de première classe des écoles maternelles

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grade d'agents municipaux en place.

Au 1^{er} Janvier 2007

- création de postes :

1 poste à temps complet d'Adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'Agent territorial spécialisé principal de 2^{ème} classe des Ecoles maternelles

Ces créations étant motivées par l'avancement de grade d'agents municipaux en place.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE ces modifications.

07-133) SOUSCRIPTION A UN EMPRUNT DE 1 000 000 €

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal qu'une somme de 2 543 300 € a été inscrite au Budget primitif de l'exercice pour couvrir le solde des besoins de financement de l'investissement.

Compte tenu de l'avancement des travaux, la Ville va devoir réaliser un emprunt d'un montant de 1 000 000 €.

Un appel à concurrence a été lancé auprès de quatre organismes financiers. Les résultats de cette consultation ont été examinés par la commission des Finances le 17 octobre dernier. Compte tenu des récentes modifications de taux, des compléments d'information ont été demandés aux organismes bancaires.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, après avoir examiné le tableau comparatif des offres faites par les quatre organismes financiers et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés :

Article 1 : La Commune de COMBOURG contracte auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 1 000 000 €

Durée : 15 ans

Taux fixe : 4.54 %

Périodicité des échéances : trimestrielle

Amortissement : Constant

Versement de fonds : Au plus tard, 1 an après la signature du contrat. En cas de versement partiel des fonds, la totalité des fonds devra être débloquée 3 mois après le premier versement.

Commission d'engagement : Néant

Frais de dossier : Néant

Conditions de remboursement anticipé : possible moyennant une indemnité

Total des intérêts payés lors à la dernière échéance : 346 175 €

Article 2 : Monsieur LE BESCO, Maire de COMBOURG est autorisé à signer le contrat de prêt à intervenir avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine.

07-134) APPROVISIONNEMENT EN DENREES ALIMENTAIRES - INFORMATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, le 3 septembre 2007, la Commune de Combours a lancé un appel public à la concurrence sous la forme d'une procédure adaptée pour « l'approvisionnement de denrées alimentaires pour la restauration scolaire » (Article n° 30 du Code des Marchés Publics).

Le Conseil Municipal est informé des caractéristiques recherchées lors de la consultation qui sont :

- Les menus devront être préparés selon un plan alimentaire établi par un diététicien agréé.
- Un plan de menu pour 4 semaines devra être proposé. Ce plan de menu doit être entièrement modifiable afin de pouvoir l'adapter au goût des convives.
- La gestion devra se faire par la mise en place d'un logiciel relié au fournisseur par Internet afin de pouvoir valider le plan de menu et d'envoyer les modifications de celui-ci.
- Les livraisons multi-températures hebdomadaires devront être réalisées en une seule fois.

Le contrat portera sur la période du 1^{er} novembre 2007 au 31 juillet 2008, avec une période d'essai de 3 mois (incluse dans le contrat). L'offre de prestation se présentera sous la forme d'un prix unitaire au repas.

Selon les procédures du Code des Marchés Publics mises en place par décret n° 975 en date du 1^{er} août 2006, le pouvoir adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures après avis de la Commission d'appel d'offres réunie le 1^{er} octobre 2007, le 5 octobre et le 19 octobre 2007.

Après vérification, seule l'offre de la société ALDIS OUEST de Sautron (44) correspond aux critères recherchés. En conséquence, le marché a été attribué à la Société ALDIS OUEST qui propose la fourniture de denrées pour la confection de repas enfants au prix de :

- 1,31 € TTC pour l'école maternelle
- 1,54 € TTC pour l'école élémentaire et le C.L.S.H.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

07-135) SUBVENTION COMPLEMENTAIRE- CAISSE DES ECOLES

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, suite à l'augmentation des effectifs dans les écoles maternelle et élémentaire publiques, deux nouvelles classes ont été

ouvertes à la rentrée scolaire 2007/2008 : une classe à l'école maternelle et une classe à l'école élémentaire. Ces classes doivent être dotées de crédits afin de leur permettre de se munir de petites fournitures. Le budget de la caisse des écoles n'ayant pas les fonds suffisants pour financer toutes les dépenses supplémentaires.

La commission Finances a émis un avis favorable au versement d'une subvention complémentaire à la caisse des écoles.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de verser à la caisse des écoles une subvention exceptionnelle de 61 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-136) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – EXERCICE 2008

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau applicables pour l'année 2008.

La commission des finances s'est réunie le 17 Octobre 2007 et propose une augmentation de 1,5 %.

Les tarifs proposés sont donc les suivants :

	Tarifs 2007	Tarifs 2008
Part fixe au semestre HT	21,069	21,385
Redevance au M3 H.T		
De 1 à 200 m3	0,470	0,477
De 201 à 500 m3	0,381	0,387
Plus de 500 m3	0,347	0,352

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix Pour, 1 voix Contre et 1 abstention, ADOPTE ces nouveaux tarifs applicables pour l'année 2008.

07-137) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2008

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement applicables pour l'année 2008.

La commission des finances s'est réunie le 17 Octobre 2007 et propose le maintien des tarifs actuels.

	Tarifs 2007	Tarifs 2008
Part fixe au semestre HT	6,825	6,825
Redevance au M3 H.T	1,124	1,124

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE cette proposition de maintien des tarifs actuels pour l'année 2008.

07-138) INDEMNISATION DES AGENTS DES SERVICES EXTERIEURS DE L'ETAT POUR PRESTATIONS FOURNIES A LA VILLE

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1er Adjoint

Monsieur HAMELIN indique que, depuis de nombreuses années, à la demande du Conseil Municipal, des permanences d'accueil et de renseignements concernant notamment les impôts locaux et les impôts sur le revenu sont assurées par un agent du Centre des impôts de Saint-Malo. En contrepartie, la Ville verse une indemnité à cet agent.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de reconduire la demande de la Ville visant à obtenir le maintien de permanences en Mairie qui seront assurées par Monsieur Christophe COUASNON, contrôleur du Centre des impôts de Saint-Malo et de lui verser une indemnité forfaitaire annuelle d'un montant **de 340 €** (Valeur 2006 : 330 €).

Le financement de l'indemnité sera assuré au titre de l'article 6225 du budget de l'exercice en cours

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-139) RESTAURATION SCOLAIRE-AVENANT (régularisation)

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1er Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site des Cytises et du Linon, l'entreprise JPF INDUSTRIE titulaire du lot n° 12 – Electricité-Courants Forts-Courants Faibles-, a présenté un avenant en plus-value d'un montant de 1485,00 € HT mentionnant :

- Tirage de deux fourreaux F.T. dans le vide sanitaire
- Prolongement du câble partant du bureau dans le vide sanitaire
- Un joncteur pour le câble de relevage

Le montant du marché initial de 97 320 € HT, soit 116 394.72 € TTC, se trouve porté à la somme de 98 805 € HT, soit 118 170.78 € TTC

La commission d'appel d'offres réunie le 22 mars 2007, a émis un avis favorable pour la prise en charge de l'ensemble des travaux supplémentaires, augmentant le marché initial de 6.93 %.

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise J.P.F.INDUSTRIE

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-140) RESTAURATION SCOLAIRE - PROLONGATION DES DELAIS DE TRAVAUX

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de restauration scolaire des sites des Cytises et du Linon, le délai des travaux prévu était de 11 mois (pour tous les lots), avec un ordre de service de début de travaux au 23/01/2006 pour les lots n° 1 et 17 et au 20/02/2006 pour les lots n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16. Les travaux devaient donc être terminés pour le 23 décembre 2006 pour les lots 1 et 17 et pour le 20 janvier 2007 pour les autres lots.

Diverses contraintes telles que de mauvaises conditions météorologiques, la rénovation d'un bâtiment déjà existant avec obligation de reprendre une partie de la charpente non prévue au marché initial, difficultés à obtenir des divers concessionnaires (EDF-téléphone-Veolia) l'alimentation des chantiers, difficultés à obtenir les raccordements définitifs en énergie (téléphone) ont occasionné une prolongation de travaux de 1 mois et 24 jours pour les lots n° 1 et 17 et de 4 semaines pour les lots 2 à 16.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'exonérer les entreprises des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-141) TRAVAUX CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE- PROLONGATION DE TRAVAUX

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que le marché de travaux d'aménagement du centre ville 3^{ème} tranche (travaux de surface) a été confié à la société SCREG OUEST (marché notifié à l'entreprise le 2/11/2006). Les travaux ont démarré le 09/01/2007, la fin théorique des travaux était prévue pour le 09/07/2007. Une prolongation de travaux a été demandée pour la pose du mobilier urbain jusqu'au 30 juillet 2007.

L'ajournement des travaux du 22/06/2007 est levé à compter du 19/10/2007, date à partir de laquelle sera réalisé le grenailage .La fin théorique des travaux est prévue le 26/10/2007.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la prolongation de travaux jusqu'au 30/7/2007 ainsi que la levée d'ajournement au 19/10/2007.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-142) RESTRUCTURATION DES RESEAUX CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE - AVENANT

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que l'avenant concernant les travaux de restructuration des réseaux du centre ville 3^{ème} tranche de l'entreprise HARDY pour un montant de 13 047 .22 € H.T, adopté par la délibération n° 07-42 du 10 avril 2007, doit faire l'objet d'un retrait du fait que le montant proposé par la D.D.E était un montant de travaux provisoire. Le montant définitif des travaux est augmenté de 3 000 € H.T. ce qui porte le montant de l'avenant à 16 047.22 € H.T.

Le montant du marché initial de 255 537.60 € H.T., soit 305 622.97 € T.T.C. se trouve porté à la somme de 271 584.83 € H.T., soit 324 815.45 € T.T.C. (représentant une augmentation de 6.28% du marché).

La commission d'appel d'offres réunie le 19 octobre 2007, a émis un avis favorable aux nouvelles conditions de ce marché. En conséquence, il a été demandé à l'entreprise HARDY d'établir un nouvel avenant régularisant ce marché.

Vu l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil municipal et en particulier de souscrire les marchés, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise HARDY de Parigny (50).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-143) LOTISSEMENT VICTOR HUGO – AVENANT

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux du Lotissement Victor Hugo, l'entreprise COLAS de Chantepie (35), titulaire du lot n° 1 Terrassement – Voirie – Assainissement – Espaces Verts – a présenté un avenant en plus-value de **982.30 € H.T.** mentionnant la prolongation de la bordure T2 coté sud-est de la rue Théodore Botrel sur une longueur de 39 mètres.

Le montant du marché initial de 45 176.30 € H.T. soit 54 030 .85 € T.T.C. se trouve porté à la somme de **46 158 .60 € H.T.**, soit 55 205.68 € T.T.C. (représentant une augmentation de 2.17 %).

Vu l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise COLAS de Chantepie (35).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-144) REMBOURSEMENT D'ASSURANCES – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-162 en date du 14 Décembre 2006, Monsieur le Maire avait été autorisé à ester en justice en ce qui concerne le litige de propriété relatif à l'ancienne école Sainte Anne et l'opposant à la Copropriété du 30 rue Notre Dame.

Dans le cadre de cette procédure, la Compagnie d'assurances GROUPAMA Protection Juridique vient de faire parvenir, en remboursement des sommes avancées par la Commune pour le règlement des frais d'huissier et de la consignation, deux chèques :

- l'un de 700,00 € correspondant à la consignation
- l'autre de 35,92 € correspondant aux frais d'huissier

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement et d'autoriser le Maire à encaisser les chèques précités.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-145) DEMANDE D'AIDE LEADER+ POUR L'OUVERTURE DU C.L.S.H. LES MERCREDIS

Rapporteur : Madame Monique DAUCE, Adjointe

Mme DAUCE rappelle au Conseil Municipal qu'une demande de subvention LEADER+ avait été demandée pour l'organisation du Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) en 2003. Il convient de renouveler cette demande pour l'ouverture du CLSH les mercredis.

Depuis l'été dernier, le CLSH de Combours s'est installé sur un nouveau site, quittant l'école maternelle pour l'Espace Malouas où des locaux adaptés ont été spécialement aménagés. Cette évolution de la structure permet désormais de répondre à une demande de la population : l'ouverture du CLSH le mercredi.

La commune de Combours connaît depuis plusieurs années un apport démographique important, lié à son attrait et à l'essor du bassin rennais. Entre 1999 et 2006, date du dernier recensement complémentaire, la population est passée de 4989 à 5915. Beaucoup de ces nouveaux habitants n'ont pas d'attaches familiales de proximité, et ne peuvent donc pas faire jouer les solidarités familiales pour la garde des enfants, à la différence de la population native de Combours.

Le financement prévisionnel du projet d'ouverture du CLSH le mercredi a été établi et est développé dans le tableau ci-dessous :

DEPENSES			RESSOURCES		
Postes de dépenses	Montant en euros	%	Nature des concours financiers	Montant en euros	%
UFCV ⁽¹⁾	7957,00	63,7 %	Concours FEOGA sollicité (LEADER+)	8525,34	68,3%
Nettoyage des locaux	2012,48	16,1 %	CAF	1463,86	11,7 %
Communication			Autofinancement (participation de la commune)	2497,30	20,0%
Signalétique sur le bâtiment	777,40	6,2 %			
Impression d'un document	978,32	7,8 %			
Diffusion d'un document	761,30	6,2 %			
TOTAL	12486,50	100%	TOTAL	12486,50	100%

Le coût total de l'opération de mise en place de l'accueil le mercredi au C.L.S.H. est de 12 486,50 €

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention d'un montant de 8 525,34 € dans le cadre du programme LEADER + du GAL des Terres Malouine et de lui donner pouvoir au Maire pour transmettre le dossier aux instances concernées.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-146) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DELAISSE COMMUNAL AU LIEU-DIT « HAILAND »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville de Combours a été saisie d'une demande d'acquisition de Mme BOSSE Sophie, résidant 59 Av. Roussin Harrington, 35400 St Malo, en date du 10 Août 2007, de la portion de chemin communal à Hailand au droit de sa propriété, cadastrée K-36.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette cession.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-147) DEMANDE DE DEPLACEMENT D'UN CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LES FRESCHANDIERES »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande du 4 Septembre 2007, de M. LEPRIZE Christophe et Mlle MAZURIER A-Cécile, résidant aux Freschandières, en vue du décalage de l'emprise d'un chemin communal situé au droit de leur habitation, en vue d'éloigner celui-ci de leur façade.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette opération, sous réserve du rétablissement de la liaison communale sur une emprise de 7m de largeur.

Il est proposé au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette opération.

Par ailleurs, il est précisé que les demandeurs feront leur affaire des négociations foncières et supporteront tout les frais afférant à cette opération (frais de terrassement, d'empierrement, de revêtement bitumineux, de géomètre et de notaire, etc...).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-148) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DELAISSE COMMUNAL AU LIEU-DIT « LE TRANMEL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande d'acquisition de M. JAN Gilbert, en date du 20 Septembre 2007, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal au droit de sa propriété, cadastrée H-765, sise a Trammel.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette cession.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-149) DEMANDE DE REGULARISATION FONCIERE AU LIEU-DIT « BRANCOUAL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande de M. et Mme HAQUIN pour la régularisation foncière de l'emprise de la route à vocation publique, traversant leur parcelle cadastrée F-222, sise à Brancoual.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette régularisation, les frais afférant à cette opération seront à la charge de la commune et nécessiteront une inscription budgétaire au prochain exercice.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider le principe de cette régularisation.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et une voix Contre, ADOPTE cette proposition.

07-150) DEBROUSSAILLAGE DES TALUS ET FOSSES - PROGRAMME 2007

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que, comme chaque année, la commune de Combours va faire procéder aux travaux de débroussaillage des voies et chemins lui incombant.

Cette opération de débroussaillage consiste à nettoyer les talus et fossés d'environ 155 km de voirie communale et ce, sur les 2 rives.

A cet effet une consultation en procédure adaptée a été lancée le 23 Juillet 2007, près de 12 entreprises. Il a été décidé de retenir l'offre de la société E.T.A NIVOL Michel, pour un montant de 9 364.55 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

07-151) MODERNISATION PARC MATERIEL SERVICES TECHNIQUES – ENCADREMENT ATELIER

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET indique au Conseil Municipal que les Services Techniques de la ville de Combourg étaient dotés d'un véhicule type Citroën C15 de 1992, acquis par la ville en 1999 et principalement dédié à l'encadrement des ateliers municipaux. En raison de l'état de vétusté de ce matériel, il a été décidé de procéder à son remplacement par un véhicule neuf.

Afin de réaliser cette acquisition, et après étude du marché de l'occasion, il a été fait appel à l'UGAP (Union de Groupement d'Achat Public), dispensant ainsi la ville de toute forme de procédure de mise en concurrence.

Le choix s'est porté sur un RENAULT KANGOO de 1.5 l DCI, équipé en tous chemins, pour un montant de 8 663.16 € HT.

Le conseil municipal est informé que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2007.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Madame Marie-Thérèse FERRAND, intéressée au dossier qui suit, quitte la séance.

07-152) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC DE LA COUR »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 10 Septembre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC de LA COUR en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper quatre élevages laitiers et les restructurer ainsi que d'agrandir un élevage de volailles à la Cour en Combourg.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 15 Octobre au 16 Novembre 2007. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles, qui a examiné ce dossier lors de sa réunion du 27 Septembre 2007, a estimé que le projet n'appelait aucune observation particulière.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, émet un avis favorable à ce projet.

A l'issue du vote, Madame Marie-Thérèse FERRAND regagne la salle du Conseil Municipal.

07-153) SUBVENTION SUPPLEMENTAIRE- ASSOCIATION MOBY DICK

Rapporteur : Madame Monique ROBINAULT, Adjointe

Madame ROBINAULT informe le Conseil Municipal que le 8 octobre 2007, la commune a reçu de l'association « MOBY DICK » (groupe de chants marins) qui effectue régulièrement des animations locales auprès des personnes âgées, une demande de financement afin de les aider pour l'édition de leur second CD qui se fera en studio d'enregistrement par un professionnel.

La commission des Finances a émis un avis favorable à la demande d'aide de l'association.

Madame ROBINAULT propose au Conseil Municipal de verser à l'association « MOBY DICK » une subvention de 300 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame ROBINAULT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, émet un avis favorable à cette proposition., étant précisé que Monsieur Joël HAMELIN, Membre de l'Association Moby Dick, n'a pas pris part au vote.

07-154) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Mr Pierre LEGEARD, Adjoint

Monsieur LEGEARD rappelle que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 44 inscrits contre 51 en 2006.

Le Jury s'est réuni par 3 fois. La première pour une visite des lieux, la deuxième pour effectuer des photographies des plantations et la troisième pour attribuer les prix en fonction des 4 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

- | | |
|----------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 839 € |
| • fenêtres et murs : | 138 € |
| • commerçants et artisans: | 202 € |
| • exploitation agricole | 122 € |

La remise des prix est prévue le vendredi 9 novembre 2007.

Monsieur LEGEARD demande au Conseil Municipal un accord de principe sur cette répartition, étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2007.

Entendu l'exposé de M. LEGEARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

07-155) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 07.179 T en date du 14 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE n° 648 sise « 31, avenue de la Libération » (**DIA n° 37**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.181 T en date du 21 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles D 1308 et 1312 sises au lieu-dit « La Croix du Chesnot » (**DIA n° 38**) et supportant un terrain à bâtir.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

07-156) QUESTIONS ORALES (4e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 11 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 30.

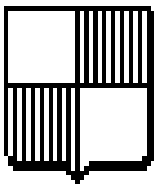
CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 29 OCTOBRE 2007

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- Transfert des zones d'activités économiques communales : définition des modalités de transfert des biens
- Terrain d'honneur - Désordres – Requête en référé-expertise
- Ecoles publiques – Convention sur la participation des communes sans écoles
- Lotissement La Croix Briand – Accès RD n° 794 – Convention Acanthe
- Réalisation de 6 logements locatifs sociaux à la Croix Briand 2 – Convention tripartite
- Ouverture d'enquêtes conjointes sur le captage d'eau de la Gentière
- Création de postes suite à avancement de grades
- Souscription à un emprunt de 1 000 000 €
- Approvisionnement en denrées alimentaires - Information
- Subvention complémentaire – Caisse des Ecoles
- Tarifs du service de l'eau – Exercice 2008
- Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2008
- Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
- Restauration scolaire – Avenant (régularisation)
- Restauration scolaire – Prolongation des délais de travaux
- Travaux centre-ville 3^e tranche – Prolongation de travaux
- Restructuration des réseaux du centre-ville 3^e tranche – Avenant
- Lotissement Victor Hugo - Avenant
- Remboursement d'assurances – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame
- Demande d'aide Leader+ pour l'ouverture du C.L.S.H. les mercredis
- Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Hailand »
- Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
- Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Tranmel »
- Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
- Débroussaillage des talus et fossés – Programme 2007
- Modernisation du parc Matériel des services techniques – Encadrement ateliers
- Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC DE LA COUR »
- Subvention supplémentaire – Association « Moby Dick »
- Concours des Maisons Fleuries – Attribution de prix
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Questions orales



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille sept, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
29 Octobre 2007, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général
des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	27
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	19
Quorum	:	14

Date de convocation et d'affichage	:	23 Octobre 2007
Date d'affichage du compte-rendu	:	31 Octobre 2007

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. Bertrand HIGNARD (à partir de la question n° 07-128), Mme Monique ROBINAULT, M. Pierre LEGEARD et M. André BADIGNON, Adjoints, Mmes Martine CHEVALIER, Marie-Thérèse FERRAND (sauf pour la question n° 07-152), Mme Yolande GIROUX, Mme Marylène QUEVERT, M. François LARCHER, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Annie CITRE, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Marguerite COÏC, M. Loïc PETITPAS.

Absents excusés : Mme Pierrette HUET, M. Claude BIEDERMANN, M. Jean DENOUAL, Mme Michelle GAUCHER, M. Jean-Michel COQUELIN

Absents non excusés : M. Marcel FOUQUET, Mme Chantal GILLOUAYE, Mme Françoise BAUDUIN

Pouvoirs : Mme HUET à Mme GINGAT ; M. BIEDERMANN à Mme CITRE ; M. DENOUAL à M. LEGRAND ; Mme GAUCHER à Mme DAUCE ; M. COQUELIN à Mme COÏC

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : M. François LARCHER, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'Ordre du jour :

- 07-124) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 07-125) Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
 - 07-126) Transfert des zones d'activités économiques communales : définition des modalités de transfert des biens
 - 07-127) Terrain d'honneur - Désordres – Requête en référé-expertise
 - 07-128) Ecoles publiques – Convention sur la participation des communes sans écoles
 - 07-129) Lotissement La Croix Briand – Accès RD n° 794 – Convention Acanthe
 - 07-130) Réalisation de 6 logements locatifs sociaux à la Croix Briand 2 – Convention tripartite
 - 07-131) Ouverture d'enquêtes conjointes sur le captage d'eau de la Gentièrre
 - 07-132) Tableau des effectifs - Création de postes
 - 07-133) Souscription à un emprunt de 1 000 000 €
 - 07-134) Approvisionnement en denrées alimentaires - Information
 - 07-135) Subvention complémentaire – Caisse des Ecoles
 - 07-136) Tarifs du service de l'eau – Exercice 2008
 - 07-137) Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2008
 - 07-138) Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
 - 07-139) Restauration scolaire – Avenant (régularisation)
 - 07-140) Restauration scolaire – Prolongation des délais de travaux
 - 07-141) Travaux centre-ville 3^e tranche – Prolongation de travaux
 - 07-142) Restructuration des réseaux du centre-ville 3^e tranche – Avenant
 - 07-143) Lotissement Victor Hugo - Avenant
 - 07-144) Remboursement d'assurances – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame
 - 07-145) Demande d'aide Leader+ pour l'ouverture du C.L.S.H. les mercredis
 - 07-146) Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Hailand »
 - 07-147) Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
 - 07-148) Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Tranmel »
 - 07-149) Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
 - 07-150) Débroussaillage des talus et fossés – Programme 2007
 - 07-151) Modernisation du parc Matériel des services techniques – Encadrement ateliers
 - 07-152) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC DE LA COUR »
 - 07-153) Subvention supplémentaire – Association « Moby Dick »
 - 07-154) Concours des Maisons Fleuries – Attribution de prix
 - 07-155) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 07-156) Questions orales
-

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-124) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

M. François LARCHER, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal de la séance précédente, en date du 24 Septembre 2007, est approuvé à l'unanimité des membres et représentés.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-125) MODIFICATION STATUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par délibération n° 57.2006 du 11 mai 2006, le conseil communautaire a approuvé le projet de modification des statuts de la Communauté de Communes définissant l'intérêt communautaire. Cette modification des statuts a été validée par arrêté préfectoral du 25 octobre 2006.

Suite à ce dernier arrêté, il est nécessaire de procéder à une nouvelle modification des statuts compte tenu des 2 paramètres suivants :

3. Observations de Monsieur le Préfet par rapport aux statuts validés par arrêté préfectoral du 25 octobre 2006 ;
4. Evolutions réglementaires survenues depuis cette date et autres sources de modification

A ce titre, M. LE BESCO propose de modifier les statuts de la Communauté de Communes en son article.4 dans les termes suivants :

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

A/ Dans le cadre de la création, l'extension, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction d'aménagement à travers une procédure de lotissement.

Pour le remplacer par :

Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction à travers une procédure d'aménagement en application du nouveau code de l'urbanisme.

B/ En application de la jurisprudence n°98LY02020 de la Cour administrative d'appel de Lyon du 27 juillet 2004, il est proposé de supprimer la compétence suivante :

Maintien du dernier commerce dans les communes lorsque l'initiative privée fait défaut par la création, la réhabilitation dans les domaines d'activités suivants : boulangerie ou épicerie ou boucherie ou débit de boissons

VOIRIE

Dans le cadre de la création ou l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

La voirie nécessaire à la desserte des équipements communautaires et des ZAC communautaires à partir des voies structurantes existantes (voirie nationale, départementale ou communale)

Pour le remplacer par :

La voirie nécessaire à l'accès principal des équipements communautaires et des ZAC communautaires à partir des voies structurantes existantes (voirie nationale, départementale ou communale)

LOGEMENT - HABITAT

Dans le cadre de l'intérêt communautaire en matière de logement, il est proposé de supprimer :

L'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme Local de l'Habitat

Pour le remplacer par :

L'élaboration d'une procédure de Programme Local de l'Habitat

EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS ET EDUCATIFS

A/ Dans le cadre de la construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs, culturels et éducatif et des équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire, il est proposé de supprimer :

Les équipements sportifs à vocation unique, soient spécialisés dans une seule discipline, structurant et rayonnant sur le territoire communautaire

Pour le remplacer par :

Les équipements sportifs à vocation unique, à savoir spécialisés dans une seule discipline sportive.

B/ Il est proposé de supprimer :

Les équipements culturels et éducatifs nouveaux à vocation unique, soient spécialisés dans une seule discipline structurant et rayonnant sur le territoire communautaire. Sont exclues les salles polyvalentes

Pour le remplacer par :

Les équipements culturels et éducatifs nouveaux qui n'ont pas d'équivalent existant au sein du périmètre de la Communauté de Communes. Ces équipements devront générer une fréquentation intercommunale

C/ Il est proposé de supprimer :

Adhésion au Syndicat Intercommunautaire de Musique et au Syndicat Mixte du lycée à Combours

Pour le remplacer par :

Adhésion au Syndicat Intercommunautaire de Musique et au Syndicat Mixte du lycée à Combours et au Syndicat Mixte MEGALIS pour tout ce qui figure dans l'objet du syndicat.

ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de la compétence en Environnement, il est proposé de compléter l'intérêt communautaire comme suit :

- **Mise en œuvre d'une politique de valorisation des haies bocagères**
- **Construction, aménagement, entretien et gestion d'un Centre Environnement et Energies**

Dans le cadre de la gestion d'un service public d'assainissement non collectif, il est proposé de supprimer :

Réhabilitation des installations

Pour le remplacer par :

Réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur délégation des usagers

TRANSPORT

Dans le cadre de l'intervention de la Communauté de Communes en matière de transport, il est proposé de supprimer :

L'intervention de la Communauté de Communes se limite à l'organisation des transports intracommunautaires sur délégation du Conseil Général et dans les conditions fixées par celui – ci

Pour le remplacer par :

L'intervention de la Communauté de Communes se limite, sur délégation du Conseil Général, à la mise en place de lignes internes au territoire et à l'organisation d'un dispositif de transport à la demande.

DELIBERATION

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » ;

Vu les articles L.5211-18, L.5214-16 et L.5214-23-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°102.2007 du conseil communautaire en séance du 27 septembre 2007 ;

DECIDE

D'APPROUVER la modification des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique en son article.4 tel que décrit ci -dessus.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-126) TRANSFERT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES COMMUNALES : DEFINITION DES MODALITES DE TRANSFERT DES BIENS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que, par délibération n°93.2006 du 20 octobre 2006, le conseil communautaire a modifié les statuts de la Communauté de Communes en son article 4-2 « Développement économique » en supprimant le point suivant :

« Relèvent de l'intérêt communautaire toutes les zones d'activité existantes et futures à l'exception des zones d'activité touristique de moins de 50 hectares »

Pour le remplacer par :

« Relèvent de l'intérêt communautaire les zones d'activité économique existantes et futures ayant fait ou faisant l'objet d'une instruction d'aménagement à travers une procédure de lotissement. »

Cette modification statutaire est en cours de validation auprès des 24 communes membres de la Communauté de Communes.

Après validation de cette modification par arrêté préfectoral, il sera nécessaire de procéder au transfert des zones d'activités économiques communales qui répondent au nouvel intérêt communautaire défini ci-dessus.

Il s'agira alors de procéder au transfert des ZAE des communes de Combours (ZA de Melesse), Québriac (ZA de Rolin), Saint Domineuc (ZA du Bois du Breuil) et de Tinténac (ZA de La Morandais).

La commission Economie a été saisie par le bureau pour établir le projet de transfert de ces zones en tenant compte de l'ensemble des intérêts communaux et communautaire. Lors de sa dernière réunion, le 4 septembre 2007, la commission économie a rendu son rapport sur les conditions de transfert de ses ZAE.

A ce titre, le conseil communautaire a décidé en séance du 27 septembre 2007 de valider les conditions de transfert de propriété des zones d'activités économiques communales conformément aux principes visés ci – dessous et selon les modalités d'application présentées dans le rapport annexé à la présente.

1. Transfert en pleine propriété de l'ensemble des biens des ZA communales :

- Biens du domaine privé (ex : terrains restant à commercialiser)

- Biens du domaine public (ex : voirie, éclairage, espaces verts,...) *depuis l'évolution du code de la propriété en juillet 2006*
 - Désormais, les articles L.3112-1 et 2 du nouveau code autorise le transfert en pleine propriété entre personnes publiques dès que le bien cédé reste dans la domanialité publique.
 - En d'autres termes, le nouveau code autorise la cession amiable, sans déclassement préalable, des biens du domaine public entre collectivités, dès lors que ces biens sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et qui, de ce fait, appartiendront à cette dernière.
- 2. **Biens du domaine public** : valeur vénale 1 € (*prise en compte de ces biens dans le calcul du prix de vente déterminé par la commune (avis confirmé le 13/08/07 par le service des domaines)*)
- 3. **Sollicitation de l'avis des domaines**
- 4. **Les zones d'activités économiques d'intérêt communautaire**, qui sont entièrement commercialisées, sont cédées à l'euro symbolique à la Communauté de Communes
- 5. **Principe adopté par la commission Economie : Evaluation au coût réel**
 - Dans ce cas, le prix de vente est égal à la somme des dépenses engagées par la commune (coût d'acquisition des terrains, frais de viabilisation, coût de construction des vrd,...), desquelles on déduit les recettes perçues (subventions, produits des ventes de terrains,...)
 - Cette méthode permet d'évaluer avec précision la charge nette supportée par la commune à la date de la cession. Elle permet, de plus, de faire apparaître clairement le bilan de l'opération, bénéficiaire ou déficitaire au moment du transfert. La valorisation du prix de cession, à partir de cette méthode, se traduit par un transfert du déficit ou du bénéfice de l'opération à la Communauté de Communes. L'opération est neutre pour la commune.

Aussi, afin de valider les modalités de transfert des biens des zones d'activités économiques communales, il est nécessaire que les conseils municipaux des communes membres délibèrent en ce sens à la majorité qualifiée dans les conditions fixées au 1^{er} alinéa du II de l'article L.5211-5 du CGCT, et ce, au plus tard avant le 15 Novembre 2007.

DELIBERATION

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés :

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la circulaire du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi « liberté et responsabilités locales » et en particulier en son article 5.2.1.1.2 ;

Vu les dispositions de l'article L.5211-5 du code général des collectivités territoriales ;

Sous réserve de l'arrêté préfectoral validant la modification statutaire inscrite par délibération n°93.2006 du conseil communautaire ;

DECIDE

de VALIDER les modalités de transfert des biens des zones d'activités économiques communales conformément aux principes visés ci – dessous et selon les modalités d'application présentées dans le rapport annexé à la présente.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-127) TERRAIN D'HONNEUR - DESORDRES – REQUETE EN REFERE-EXPERTISE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

M. LE BESCO informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la construction du terrain d'honneur, des désordres ont été constatés lors de la visite préalable à la réception de l'ouvrage et, de ce fait, empêchent sa réception définitive et sa mise en service. Un défaut de planéité a en effet été constaté, se traduisant par des affaissements de gazon sur plusieurs endroits, tant sur la longueur que sur la largeur et, notamment, des affaissements parallèles aux drains ainsi que sur deux parties perpendiculaires à ces derniers.

La Municipalité a donc pris l'attache de l'Avocat de la Ville. Il s'avère qu'une requête en référé-expertise est souhaitable pour solutionner ce dossier.

Aussi, M. LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire à ester en justice dans le cadre de ce contentieux.
- de désigner Maître Jean-Paul MARTIN, Avocat à RENNES pour assister la Ville dans cette affaire.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-128) ECOLES PUBLIQUES – CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DES COMMUNES SANS ECOLES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO informe le Conseil Municipal que la Loi du 22 juillet 1983 modifiée et notamment son article 23, prévoit les modalités de répartition intercommunale des charges de fonctionnement des écoles publiques.

Il propose au Conseil Municipal un projet de convention entre la Commune de Combourg et les communes qui ne disposent plus d'écoles publiques afin d'établir les modalités de répartition des charges de fonctionnement des écoles maternelle et élémentaire de Combourg.

La convention indique les modalités de calcul du coût de revient d'un élève et le pourcentage du coût de revient correspondant à la participation des communes sans écoles. Par la délibération n° 97-11, le Conseil Municipal avait fixé la participation des communes concernées à 30 % du coût de revient, pourcentage qui avait été revu à la hausse sur plusieurs années pour arriver à 50 % depuis l'année scolaire 2002/2003.

Il a été convenu, lors d'une réunion qui a eu lieu le 2 octobre dernier avec les Maires des communes sans écoles publiques, de porter la participation à 65 % du coût de revient pour l'année 2007-2008 et à 80 % pour l'année 2008-2009.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le maire à signer la convention à intervenir.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et une abstention, **DONNE SON ACCORD** à la convention proposée et **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-129) LOTISSEMENT LA CROIX BRIAND – ACCES RD 794 – CONVENTION ACANTHE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que :

- par délibération en date du 13 Mars 2006, les projets des lotissements La Croix Briand 1 et 2 ont été approuvés,
- par délibération en date du 14 Décembre 2006, Monsieur Le Maire a été autorisé à signer le projet de convention entre le Conseil Général et la Commune de Combours,
- par délibération en date du 10 Avril 2007, Monsieur Le Maire a été autorisé à signer le projet de convention modifié du Conseil Général.

Il convient pour la compréhension du dossier de rappeler succinctement les grandes étapes de ce projet et la situation actuelle :

- La société Acanthe a déposé en 2006, 2 permis de lotir s'inscrivant dans une opération d'ensemble visant à urbaniser l'ensemble des terrains situés entre la gare, l'Avenue de la Libération et la RD 794 dite route de Vitré.
- Afin de sécuriser l'accès de ce futur quartier, il a été décidé la réalisation un giratoire sur la RD 794.
- Ce giratoire s'inscrit en partie sur des emprises privées et en partie sur l'emprise publique de la RD 794.
- La Maîtrise d'ouvrage de la partie publique incombe à la commune de Combours sous contrôle technique du Conseil Général.
- La commune de Combours devra assurer la totalité du financement des travaux de la partie publique.
- Monsieur Le Maire est autorisé à engager la réalisation des travaux de voirie et de réseaux du giratoire dont le coût total estimé s'élève à 58200 € HT, soit 69 607.20 € TTC.
- La part du coût de la voie et des réseaux mis à la charge des propriétaires fonciers est fixée à 52380 €HT, soit 62 646.48 € TTC.

Fort de ce constat, il convient maintenant de régir conventionnellement, entre le Lotisseur Acanthe et la commune de Combours, les points suivants :

- L'emprise foncière de l'opération
- La délégation de Maîtrise d'Ouvrage
- L'engagement financier du Lotisseur.
- L'engagement financier de la commune
- Les modalités de réception de l'ouvrage.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. Le Maire à signer cette convention avec la société Acanthe.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, **DONNE SON ACCORD** à la convention proposée et **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-130) REALISATION DE 6 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX A LA CROIX BRIAND 2 – CONVENTION TRIPARTITE.

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 13 mars 2006, il a été décidé d'approuver le lotissement de la Croix Briand 2 comportant 27 lots à usage d'habitation individuelle et un lot d'une superficie d'environ 2098 m² destiné à recevoir des pavillons locatifs.

Il a été convenu avec le lotisseur Acanthe, de réserver le lot à vocation locative pour un projet de construction en lien avec un opérateur HLM.

A cet effet, La SA HLM la Rance a été contactée et propose un projet de convention entre la Société « ACANTHE, la Commune de Combourg et la SA HLM « La RANCE », pour la réalisation de 6 logements locatifs sociaux .

Il appartient à la société La Rance de :

- solliciter pour la création de locatifs HLM, les aides suivantes auprès :
 - du Conseil Général dans le cadre du développement du parc locatif social public
 - de la communauté des communes – Pays de la Bretagne Romantique

Conformément aux demandes actuelles, il est envisagé la réalisation de 3 logements de type III et 3 logements de type IV.

M. LE BESCO propose au Conseil Municipal de l'autoriser à signer la convention de réalisation de 6 logements locatifs sociaux avec la SA HLM « La Rance » et la Société ACANTHE, définissant les obligations et engagements des 3 partenaires.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DONNE SON ACCORD à la convention proposée et AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-131) OUVERTURE D'ENQUETES CONJOINTES CAPTAGE D'EAU DE LA GENTIERE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 07-69 en date du 15 mai 2007, il a été décidé de valider le dossier de protection du captage de la Gentièrre, de demander son dépôt en enquête d'utilité publique et d'autoriser Le Maire à signer toutes les pièces liées à l'enquête d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral en date du 17 septembre 2007, il a été prescrit l'ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et au titre du code de l'environnement relatives à la protection du captage de la Gentièrre du lundi 8 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.

Les services de la Mairie ont effectué un affichage de l'avis d'ouverture d'enquête à la mairie de Combourg en date du 21 septembre 2007 et sur les lieux de l'enquête au niveau des voies de circulation desservant les lieux-dits « La Gentièrre », « La Haie », « La Cabouchère » et « Couret » en date du 26 septembre 2007.

Les insertions réglementaires dans les journaux « Ouest-France » et « 7 jours – Les Petites Affiches de Bretagne » ont été effectuées par les services de la Préfecture.

Les propriétaires ont été avisés par courrier de l'ouverture de l'enquête par les services du SPIR (Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable d'Ille et Rance) de St Domineuc.

En application de l'article R.214-8 du code de l'environnement, le Conseil Municipal est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête, les avis doivent être exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission « Environnement et Cadre de Vie » s'est réunie le Jeudi 25 Octobre 2007, à 14h30.

L'enquête concernant l'autorisation de prélèvement d'eau à usage de consommation humaine n'a fait l'objet d'aucune remarque.

L'enquête concernant la mise en place des périmètres de captage d'eau de la Gentièrre, a fait l'objet de trois remarques de la part de la commission :

- En ce qui concerne l'assainissement individuel, il a été constaté que les normes de rejet au milieu naturel ne sont pas plus restrictives pour les parcelles inscrites dans les périmètres. En revanche, il semble judicieux d'inciter et de favoriser la mise aux normes rapides des assainissements concernés par différentes actions publiques :
 - Déblocage de fonds de la part de l'agence de l'eau.
 - Inscription prioritaire au niveau du SPANC etc....

- Du point de vue agricole, et afin de ne pas léser de manière supplémentaire les exploitations concernées par la mise en place des périmètres, il convient de favoriser les différents regroupements de parcelles afin d'optimiser, dans le respect des normes appliquées, la gestion des terres.
- Au niveau fiscal, il convient également de minorer les taxes foncières pour tenir compte des nouvelles servitudes liées aux parcelles concernées par les périmètres.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

En application du décret R.214-8,

Donne un avis favorable sur la demande d'autorisation afférente au prélèvement d'eau potable destinée à la consommation humaine

et

Compte tenu du projet de transfert des ouvrages de production de la Gentière, demande au SPIR de mettre en œuvre les différentes actions préconisées par la Commission « Environnement et Cadre de Vie », énoncées ci-dessus.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-132) TABLEAU DES EFFECTIFS - CREATION DE POSTES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO indique au Conseil Municipal qu'afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées avec effet :

Au 1^{er} Janvier 2007

- Suppression de postes :

1 poste à temps complet d'Adjoint technique territorial de première classe

1 poste à temps complet d'Agent territorial spécialisé de première classe des écoles maternelles

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grade d'agents municipaux en place.

Au 1^{er} Janvier 2007

- création de postes :

1 poste à temps complet d'Adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe

1 poste à temps complet d'Agent territorial spécialisé principal de 2^{ème} classe des Ecoles maternelles

Ces créations étant motivées par l'avancement de grade d'agents municipaux en place.

Entendu l'exposé de M. LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE ces modifications.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-133) SOUSCRIPTION A UN EMPRUNT DE 1 000 000 €

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal qu'une somme de 2 543 300 € a été inscrite au Budget primitif de l'exercice pour couvrir le solde des besoins de financement de l'investissement.

Compte tenu de l'avancement des travaux, la Ville va devoir réaliser un emprunt d'un montant de 1 000 000 €.

Un appel à concurrence a été lancé auprès de quatre organismes financiers. Les résultats de cette consultation ont été examinés par la commission des Finances le 17 octobre dernier. Compte tenu des récentes modifications de taux, des compléments d'information ont été demandés aux organismes bancaires.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, après avoir examiné le tableau comparatif des offres faites par les quatre organismes financiers et en avoir délibéré, le Conseil Municipal

DECIDE à l'unanimité des membres présents et représentés :

Article 1 : La Commune de COMBOURG contracte auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 1 000 000 €

Durée : 15 ans

Taux fixe : 4.54 %

Périodicité des échéances : trimestrielle

Amortissement : Constant

Versement de fonds : Au plus tard, 1 an après la signature du contrat. En cas de versement partiel des fonds, la totalité des fonds devra être débloquée 3 mois après le premier versement.

Commission d'engagement : Néant

Frais de dossier : Néant

Conditions de remboursement anticipé : possible moyennant une indemnité

Total des intérêts payés lors à la dernière échéance : 346 175 €

Article 2 : Monsieur LE BESCO, Maire de COMBOURG est autorisé à signer le contrat de prêt à intervenir avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Ille et Vilaine.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-134) APPROVISIONNEMENT EN DENREES ALIMENTAIRES - INFORMATION

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, le 3 septembre 2007, la Commune de Combours a lancé un appel public à la concurrence sous la forme d'une procédure adaptée pour « l'approvisionnement de denrées alimentaires pour la restauration scolaire » (Article n° 30 du Code des Marchés Publics).

Le Conseil Municipal est informé des caractéristiques recherchées lors de la consultation qui sont :

- Les menus devront être préparés selon un plan alimentaire établi par un diététicien agréé.
- Un plan de menu pour 4 semaines devra être proposé. Ce plan de menu doit être entièrement modifiable afin de pouvoir l'adapter au goût des convives.
- La gestion devra se faire par la mise en place d'un logiciel relié au fournisseur par Internet afin de pouvoir valider le plan de menu et d'envoyer les modifications de celui-ci.
- Les livraisons multi-températures hebdomadaires devront être réalisées en une seule fois.

Le contrat portera sur la période du 1er novembre 2007 au 31 juillet 2008, avec une période d'essai de 3 mois (incluse dans le contrat). L'offre de prestation se présentera sous la forme d'un prix unitaire au repas.

Selon les procédures du Code des Marchés Publics mises en place par décret n° 975 en date du 1^{er} août 2006, le pouvoir adjudicateur a procédé à l'examen des candidatures après avis de la Commission d'appel d'offres réunie le 1^{er} octobre 2007, le 5 octobre et le 19 octobre 2007.

Après vérification, seule l'offre de la société ALDIS OUEST de Sautron (44) correspond aux critères recherchés. En conséquence, le marché a été attribué à la Société ALDIS OUEST qui propose la fourniture de denrées pour la confection de repas enfants au prix de :

- 1,31 € TTC pour l'école maternelle
- 1,54 € TTC pour l'école élémentaire et le C.L.S.H.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-135) SUBVENTION COMPLEMENTAIRE- CAISSE DES ECOLES

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, suite à l'augmentation des effectifs dans les écoles maternelle et élémentaire publiques, deux nouvelles classes ont été ouvertes à la rentrée scolaire 2007/2008 : une classe à l'école maternelle et une classe à l'école élémentaire. Ces classes doivent être dotées de crédits afin de leur permettre de se munir de petites fournitures. Le budget de la caisse des écoles n'ayant pas les fonds suffisants pour financer toutes les dépenses supplémentaires.

La commission Finances a émis un avis favorable au versement d'une subvention complémentaire à la caisse des écoles.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de verser à la caisse des écoles une subvention exceptionnelle de 61 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-136) TARIFS DU SERVICE DE L'EAU – EXERCICE 2008

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'eau applicables pour l'année 2008.

La commission des finances s'est réunie le 17 Octobre 2007 et propose une augmentation de 1,5 %.

Les tarifs proposés sont donc les suivants :

	Tarifs 2007	Tarifs 2008
Part fixe au semestre HT	21,069	21,385
Redevance au M3 H.T		
De 1 à 200 m3	0,470	0,477
De 201 à 500 m3	0,381	0,387
Plus de 500 m3	0,347	0,352

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix Pour, 1 voix Contre et 1 abstention, ADOPTE ces nouveaux tarifs applicables pour l'année 2008.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-137) TARIFS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT – EXERCICE 2008

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

M. HAMELIN expose au Conseil Municipal que, dans la perspective des prochaines facturations, la Ville doit communiquer à la société fermière les tarifs du service de l'assainissement applicables pour l'année 2008.

La commission des finances s'est réunie le 17 Octobre 2007 et propose le maintien des tarifs actuels.

	Tarifs 2007	Tarifs 2008
Part fixe au semestre HT	6,825	6,825
Redevance au M3 H.T	1,124	1,124

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ACCEPTE cette proposition de maintien des tarifs actuels pour l'année 2008.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-138) INDEMNISATION DES AGENTS DES SERVICES EXTERIEURS DE L'ETAT POUR PRESTATIONS FOURNIES A LA VILLE

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1er Adjoint

Monsieur HAMELIN indique que, depuis de nombreuses années, à la demande du Conseil Municipal, des permanences d'accueil et de renseignements concernant notamment les impôts locaux et les impôts sur le revenu sont assurées par un agent du Centre des impôts de Saint-Malo. En contrepartie, la Ville verse une indemnité à cet agent.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal de reconduire la demande de la Ville visant à obtenir le maintien de permanences en Mairie qui seront assurées par Monsieur Christophe COUASNON, contrôleur du Centre des impôts de Saint-Malo et de lui verser une indemnité forfaitaire annuelle d'un montant **de 340 €** (Valeur 2006 : 330 €).

Le financement de l'indemnité sera assuré au titre de l'article 6225 du budget de l'exercice en cours

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-139) RESTAURATION SCOLAIRE-AVENANT (régularisation)

Rapporteur : Mr Joël HAMELIN, 1er Adjoint

M. HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la restauration scolaire du site des Cytises et du Linon, l'entreprise JPF INDUSTRIE titulaire du lot n° 12 – Electricité-Courants Forts-Courants Faibles-, a présenté un avenant en plus-value d'un montant de 1485,00 € HT mentionnant :

- Tirage de deux fourreaux F.T. dans le vide sanitaire
- Prolongement du câble partant du bureau dans le vide sanitaire
- Un joncteur pour le câble de relevage

Le montant du marché initial de 97 320 € HT, soit 116 394.72 € TTC, se trouve porté à la somme de 98 805 € HT, soit 118 170.78 € TTC

La commission d'appel d'offres réunie le 22 mars 2007, a émis un avis favorable pour la prise en charge de l'ensemble des travaux supplémentaires, augmentant le marché initial de 6.93 %.

Conformément à l'article L2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise J.P.F.INDUSTRIE

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-140) RESTAURATION SCOLAIRE - PROLONGATION DES DELAIS DE TRAVAUX

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de restauration scolaire des sites des Cytises et du Linon , le délai des travaux prévu était de 11 mois (pour tous les lots), avec un ordre de service de début de travaux au 23/01/2006 pour les lots n° 1 et 17 et au 20/02/2006 pour les lots n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16. Les travaux devaient donc être terminés pour le 23 décembre 2006 pour les lots 1 et 17 et pour le 20 janvier 2007 pour les autres lots.

Diverses contraintes telles que de mauvaises conditions météorologiques, la rénovation d'un bâtiment déjà existant avec obligation de reprendre une partie de la charpente non prévue au marché initial, difficultés à obtenir des divers concessionnaires (EDF-téléphone-Veolia) l'alimentation des chantiers, difficultés à obtenir les raccordements définitifs en énergie (téléphone) ont occasionné une prolongation de travaux de 1 mois et 24 jours pour les lots n° 1 et 17 et de 4 semaines pour les lots 2 à 16.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'exonérer les entreprises des pénalités de retard prévues au marché.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-141) TRAVAUX CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE- PROLONGATION DE TRAVAUX

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que le marché de travaux d'aménagement du centre ville 3^{ème} tranche (travaux de surface) a été confié à la société SCREG OUEST (marché notifié à l'entreprise le 2/11/2006). Les travaux ont démarré le 09/01/2007, la fin théorique des travaux était prévue pour le 09/07/2007. Une prolongation de travaux a été demandée pour la pose du mobilier urbain jusqu'au 30 juillet 2007.

L'ajournement des travaux du 22/06/2007 est levé à compter du 19/10/2007, date à partir de laquelle sera réalisé le grenailage .La fin théorique des travaux est prévue le 26/10/2007.

M. HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la prolongation de travaux jusqu'au 30/7/2007 ainsi que la levée d'ajournement au 19/10/2007.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-142) RESTRUCTURATION DES RESEAUX CENTRE VILLE 3^{ème} TRANCHE - AVENANT

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que l'avenant concernant les travaux de restructuration des réseaux du centre ville 3^{ème} tranche de l'entreprise HARDY pour un montant de 13 047 .22 € H.T, adopté par la délibération n° 07-42 du 10 avril 2007, doit faire l'objet d'un retrait du fait que le montant proposé par la D.D.E était un montant de travaux provisoire. Le montant définitif des travaux est augmenté de 3 000 € H.T. ce qui porte le montant de l'avenant à 16 047.22 € H.T.

Le montant du marché initial de 255 537.60 € H.T., soit 305 622.97 € T.T.C. se trouve porté à la somme de 271 584.83 € H.T., soit 324 815.45 € T.T.C. (représentant une augmentation de 6.28% du marché).

La commission d'appel d'offres réunie le 19 octobre 2007, a émis un avis favorable aux nouvelles conditions de ce marché. En conséquence, il a été demandé à l'entreprise HARDY d'établir un nouvel avenant régularisant ce marché.

Vu l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil municipal et en particulier de souscrire les marchés, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise HARDY de Parigny (50).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-143) LOTISSEMENT VICTOR HUGO – AVENANT

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux du Lotissement Victor Hugo, l'entreprise COLAS de Chantepie (35), titulaire du lot n° 1 Terrassement – Voirie – Assainissement – Espaces Verts – a présenté un avenant en plus-value de **982.30 € H.T.** mentionnant la prolongation de la bordure T2 coté sud-est de la rue Théodore Botrel sur une longueur de 39 mètres.

Le montant du marché initial de 45 176.30 € H.T. soit 54 030 .85 € T.T.C. se trouve porté à la somme de **46 158 .60 € H.T.**, soit 55 205.68 € T.T.C. (représentant une augmentation de 2.17 %).

Vu l'article L.2122-21 du code général des collectivités territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant de l'entreprise COLAS de Chantepie (35).

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-144) REMBOURSEMENT D'ASSURANCES – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-162 en date du 14 Décembre 2006, Monsieur le Maire avait été autorisé à ester en justice en ce qui concerne le litige de propriété relatif à l'ancienne école Sainte Anne et l'opposant à la Copropriété du 30 rue Notre Dame.

Dans le cadre de cette procédure, la Compagnie d'assurances GROUPAMA Protection Juridique vient de faire parvenir, en remboursement des sommes avancées par la Commune pour le règlement des frais d'huissier et de la consignation, deux chèques :

- l'un de 700,00 € correspondant à la consignation
- l'autre de 35,92 € correspondant aux frais d'huissier

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement et d'autoriser le Maire à encaisser les chèques précités.

Entendu l'exposé de M. HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-145) DEMANDE D'AIDE LEADER+ POUR L'OUVERTURE DU C.L.S.H. LES MERCREDIS

Rapporteur : Madame Monique DAUCE, Adjointe

Mme DAUCE rappelle au Conseil Municipal qu'une demande de subvention LEADER+ avait été demandée pour l'organisation du Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) en 2003. Il convient de renouveler cette demande pour l'ouverture du CLSH les mercredis.

Depuis l'été dernier, le CLSH de Combours s'est installé sur un nouveau site, quittant l'école maternelle pour l'Espace Malouas où des locaux adaptés ont été spécialement aménagés. Cette évolution de la structure permet désormais de répondre à une demande de la population : l'ouverture du CLSH le mercredi.

La commune de Combours connaît depuis plusieurs années un apport démographique important, lié à son attrait et à l'essor du bassin rennais. Entre 1999 et 2006, date du dernier recensement complémentaire, la population est passée de 4989 à 5915. Beaucoup de ces nouveaux habitants n'ont pas d'attaches familiales de proximité, et ne peuvent donc pas faire jouer les solidarités familiales pour la garde des enfants, à la différence de la population native de Combours.

Le financement prévisionnel du projet d'ouverture du CLSH le mercredi a été établi et est développé dans le tableau ci-dessous :

DEPENSES			RESSOURCES		
Postes de dépenses	Montant en euros	%	Nature des concours financiers	Montant en euros	%
UFCV ⁽¹⁾	7957,00	63,7 %	Concours FEOGA sollicité (LEADER+)	8525,34	68,3%
Nettoyage des locaux	2012,48	16,1 %	CAF	1463,86	11,7 %
Communication			Autofinancement (participation de la commune)	2497,30	20,0%
Signalétique sur le bâtiment	777,40	6,2 %			
Impression d'un document	978,32	7,8 %			
Diffusion d'un document	761,30	6,2 %			
TOTAL	12486,50	100%	TOTAL	12486,50	100%

Le coût total de l'opération de mise en place de l'accueil le mercredi au C.L.S.H. est de 12 486,50 €

Madame DAUCE propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention d'un montant de 8 525,34 € dans le cadre du programme LEADER + du GAL des Terres Malouine et de lui donner pouvoir au Maire pour transmettre le dossier aux instances concernées.

Entendu l'exposé de Mme DAUCE, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-146) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DELAISSE COMMUNAL AU LIEU-DIT « HAILAND »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la Ville de Combours a été saisie d'une demande d'acquisition de Mme BOSSE Sophie, résidant 59 Av. Roussin Harrington, 35400 St Malo, en date du 10 Août 2007, de la portion de chemin communal à Hailand au droit de sa propriété, cadastrée K-36.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette cession.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-147) DEMANDE DE DEPLACEMENT D'UN CHEMIN COMMUNAL AU LIEU-DIT « LES FRESCHANDIERES »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande du 4 Septembre 2007, de M. LEPRIZE Christophe et Mlle MAZURIER A-Cécile, résidant aux Freschandières, en vue du décalage de l'emprise d'un chemin communal situé au droit de leur habitation, en vue d'éloigner celui-ci de leur façade.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette opération, sous réserve du rétablissement de la liaison communale sur une emprise de 7m de largeur.

Il est proposé au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette opération.

Par ailleurs, il est précisé que les demandeurs feront leur affaire des négociations foncières et supporteront tout les frais afférant à cette opération (frais de terrassement, d'empierrement, de revêtement bitumineux, de géomètre et de notaire, etc...).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-148) DEMANDE D'ACQUISITION D'UN DELAISSE COMMUNAL AU LIEU-DIT « LE TRANMEL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande d'acquisition de M. JAN Gilbert, en date du 20 Septembre 2007, en vue de l'acquisition d'une portion de chemin communal au droit de sa propriété, cadastrée H-765, sise a Trammel.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette cession.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cession.

Par ailleurs, il est précisé que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m² et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-149) DEMANDE DE REGULARISATION FONCIERE AU LIEU-DIT « BRANCOUAL »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que la ville de Combours a été saisie d'une demande de M. et Mme HAQUIN pour la régularisation foncière de l'emprise de la route à vocation publique, traversant leur parcelle cadastrée F-222, sise à Brancoual.

La commission voirie s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette régularisation, les frais afférant à cette opération seront à la charge de la commune et nécessiteront une inscription budgétaire au prochain exercice.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider le principe de cette régularisation.

Entendu l'exposé de M. LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 23 voix Pour et une voix Contre, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-150) DEBROUSSAILLAGE DES TALUS ET FOSSES - PROGRAMME 2007

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que, comme chaque année, la commune de Combours va faire procéder aux travaux de débroussaillage des voies et chemins lui incombant.

Cette opération de débroussaillage consiste à nettoyer les talus et fossés d'environ 155 km de voirie communale et ce, sur les 2 rives.

A cet effet une consultation en procédure adaptée a été lancée le 23 Juillet 2007, près de 12 entreprises. Il a été décidé de retenir l'offre de la société E.T.A NIVOL Michel, pour un montant de 9 364.55 € HT.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-151) MODERNISATION PARC MATERIEL SERVICES TECHNIQUES – ENCADREMENT ATELIER

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET indique au Conseil Municipal que les Services Techniques de la ville de Combours étaient dotés d'un véhicule type Citroën C15 de 1992, acquis par la ville en 1999 et principalement dédié à l'encadrement des ateliers municipaux. En raison de l'état de vétusté de ce matériel, il a été décidé de procéder à son remplacement par un véhicule neuf.

Afin de réaliser cette acquisition, et après étude du marché de l'occasion, il a été fait appel à l'UGAP (Union de Groupement d'Achat Public), dispensant ainsi la ville de toute forme de procédure de mise en concurrence.

Le choix s'est porté sur un RENAULT KANGOO de 1.5 l DCI, équipé en tous chemins, pour un montant de 8 663.16 € HT.

Le conseil municipal est informé que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2007.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-152) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC DE LA COUR »

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 10 Septembre 2007, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC de LA COUR en vue d'obtenir l'autorisation de regrouper quatre élevages laitiers et les restructurer ainsi que d'agrandir un élevage de volailles à la Cour en Combourg.

Conformément à l'article 8 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatif aux installations classées, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 15 Octobre au 16 Novembre 2007. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles, qui a examiné ce dossier lors de sa réunion du 27 Septembre 2007, a estimé que le projet n'appelait aucune observation particulière.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, émet un avis favorable à ce projet.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-153) SUBVENTION SUPPLEMENTAIRE- ASSOCIATION MOBY DICK

Rapporteur : Madame Monique ROBINAULT, Adjointe

Madame ROBINAULT informe le Conseil Municipal que le 8 octobre 2007, la commune a reçu de l'association « MOBY DICK » (groupe de chants marins) qui effectue régulièrement des animations locales auprès des personnes âgées, une demande de financement afin de les aider pour l'édition de leur second CD qui se fera en studio d'enregistrement par un professionnel.

La commission des Finances a émis un avis favorable à la demande d'aide de l'association.

Madame ROBINAULT propose au Conseil Municipal de verser à l'association « MOBY DICK » une subvention de 300 € qui sera prélevée sur le fonds de réserve des subventions.

Entendu l'exposé de Madame ROBINAULT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, émet un avis favorable à cette proposition., étant précisé que Monsieur Joël HAMELIN, Membre de l'Association Moby Dick, n'a pas pris part au vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-154) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – ATTRIBUTION DE PRIX

Rapporteur : Mr Pierre LEGEARD, Adjoint

Monsieur LEGEARD rappelle que, par délibération n° 01-65 en date du 6 juin 2001, le Conseil Municipal a décidé de créer un concours local des maisons fleuries doté de prix.

Cette année, la ville a enregistré 44 inscrits contre 51 en 2006.

Le Jury s'est réuni par 3 fois. La première pour une visite des lieux, la deuxième pour effectuer des photographies des plantations et la troisième pour attribuer les prix en fonction des 4 catégories retenues :

- maisons avec jardin
- fenêtres et murs
- commerçants et artisans
- exploitation agricole

Le jury propose que chacune de ces catégories soit dotée d'un montant global de prix fixé de la façon suivante :

- | | |
|----------------------------|-------|
| • maisons avec jardin : | 839 € |
| • fenêtres et murs : | 138 € |
| • commerçants et artisans: | 202 € |
| • exploitation agricole | 122 € |

La remise des prix est prévue le vendredi 9 novembre 2007.

Monsieur LEGEARD demande au Conseil Municipal un accord de principe sur cette répartition, étant précisé que les crédits liés à cette opération ont été inscrits au budget primitif 2007.

Entendu l'exposé de M. LEGEARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-155) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 02.07 en date du 4 février 2002, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 07.179 T en date du 14 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelle AE n° 648 sise « 31, avenue de la Libération » (**DIA n° 37**) et supportant un terrain à bâtir.
- Arrêté n° 07.181 T en date du 21 septembre 2007 décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles D 1308 et 1312 sises au lieu-dit « La Croix du Chesnot » (**DIA n° 38**) et supportant un terrain à bâtir.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Au Registre sont les signatures.
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONSEIL MUNICIPAL DU 29 OCTOBRE 2007

07-156) QUESTIONS ORALES (4e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 11 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 11 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Au Registre sont les signatures.

Pour copie conforme,

Le Maire,

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 30.

CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 29 OCTOBRE 2007

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- Modification statutaire de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- Transfert des zones d'activités économiques communales : définition des modalités de transfert des biens
- Terrain d'honneur - Désordres – Requête en référé-expertise
- Ecoles publiques – Convention sur la participation des communes sans écoles
- Lotissement La Croix Briand – Accès RD n° 794 – Convention Acanthe
- Réalisation de 6 logements locatifs sociaux à la Croix Briand 2 – Convention tripartite
- Ouverture d'enquêtes conjointes sur le captage d'eau de la Gentière
- Création de postes suite à avancement de grades
- Souscription à un emprunt de 1 000 000 €
- Approvisionnement en denrées alimentaires - Information
- Subvention complémentaire – Caisse des Ecoles
- Tarifs du service de l'eau – Exercice 2008
- Tarifs du service de l'assainissement – Exercice 2008
- Indemnisation des agents des services extérieurs de l'Etat pour prestations fournies à la Ville
- Restauration scolaire – Avenant (régularisation)
- Restauration scolaire – Prolongation des délais de travaux
- Travaux centre-ville 3^e tranche – Prolongation de travaux
- Restructuration des réseaux du centre-ville 3^e tranche – Avenant
- Lotissement Victor Hugo - Avenant
- Remboursement d'assurances – Litige Copropriété 30 rue Notre Dame
- Demande d'aide Leader+ pour l'ouverture du C.L.S.H. les mercredis
- Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Hailand »
- Demande de déplacement d'un chemin communal au lieu-dit « Les Freschandières »
- Demande d'acquisition d'un délaissé communal au lieu-dit « Le Tranmel »
- Demande de régularisation foncière au lieu-dit « Brancoual »
- Débroussaillage des talus et fossés – Programme 2007
- Modernisation du parc Matériel des services techniques – Encadrement ateliers
- Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC DE LA COUR »
- Subvention supplémentaire – Association « Moby Dick »
- Concours des Maisons Fleuries – Attribution de prix
- Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- Questions orales

